



**Michel Condé
Anne Vervier**

Une étude en éducation permanente réalisée par le centre culturel Les Grignoux

1. Cette liste n'est pas exhaustive et seuls les attentats les plus importants en Europe occidentale sont cités.
2. On se limitera au cas des pays européens et même de façon plus étroite de ceux de l'Ouest européen. Les opinions publiques sont relativement différentes selon les pays, et l'on voit des fractures parfois importantes se manifester entre les États-Unis et l'Europe (par exemple sur l'intervention américaine en Irak en 2003 qui a suivi les attentats du 11 septembre) ou entre pays européens par exemple entre l'Allemagne et ses voisins de l'Est comme la Hongrie sur l'accueil des réfugiés syriens fuyant la guerre civile (en 2015-16).
3. On n'a retenu ici que des arguments « raisonnables » qui s'appuient sur des faits attestés : les adeptes des multiples théories du complot soutiendront par exemple que les attentats du 11 septembre ne sont pas le fait d'Al-Qaïda mais de la CIA ou d'autres agents secrets américains (ou juifs...) même s'ils sont incapables d'en apporter la moindre preuve. Les récents attentats en Europe ont suscité les mêmes réactions suspicieuses mais encore une fois sans aucune preuve tangible.
4. Le secteur du tourisme très important dans des villes comme Bruxelles ou Paris a connu une baisse significative d'activité après les attentats, même si ceux-ci ne sont peut-être pas la seule cause de ce ralentissement.

LA LUTTE CONTRE LA RADICALISATION ?

Depuis les attentats du 11 septembre 2001 à New York, le terrorisme islamiste est une source importante d'inquiétude aux États-Unis et dans plusieurs pays européens directement ou indirectement frappés par des groupes se réclamant d'Al-Qaïda ou de Daesh, que ce soit en Espagne (attentat à la gare d'Atocha, le 11 mars 2004 faisant 191 morts), en Grande-Bretagne (attentats à Londres en juillet 2005 dans le métro et dans un autobus faisant 52 morts), en France (attaques en mars 2012 contre des militaires et une école juive faisant 7 morts dont 3 enfants, attentats en janvier 2015 contre *Charlie-Hebdo* faisant 12 morts et dans un supérette casher faisant 5 morts à Paris, attaques contre la salle de spectacle du Bataclan et d'autres lieux faisant 130 morts à Paris en novembre 2015) ou en Belgique (attentats à l'aéroport de Zaventem et dans le métro bruxellois faisant 22 morts le 22 mars 2016)¹.

Les réactions sont évidemment contrastées, les uns et les autres s'accusant facilement de surévaluer l'importance de ces attentats ou au contraire de minimiser le traumatisme et le chagrin des victimes.

Ceux qui entendent relativiser la gravité de ces événements avancent par exemple comme arguments :

- ✓ d'autres pays comme la Turquie, la Tunisie, l'Irak, le Yémen, l'Afghanistan, le Pakistan, la Somalie, le Nigeria, le Kenya ou encore la Côte d'Ivoire (dans ce pays, une attaque a fait 18 morts le 13 mars 2016) ont été durement frappés par des attentats terroristes sans que cela ne suscite une grande émotion en Europe² ;
- ✓ s'il faut déplorer ces attentats, l'on doit aussi relever que le risque dans les pays européens d'être victime d'un attentat est extrêmement faible si on le compare par exemple aux dangers de la circulation routière ;
- ✓ dans d'autres régions du monde plus ou moins lointaines, des situations beaucoup plus dramatiques comme des conflits armés notamment en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Libye, au Congo ou ailleurs (dont certains pays européens peuvent être parties prenantes) ne suscitent que peu de réactions et de compassion dans les médias européens et indirectement dans l'opinion publique ;
- ✓ ces événements dramatiques et spectaculaires masquent ici des problèmes tout aussi importants — les inégalités sociales, le réchauffement climatique... — qui sont de ce fait négligés ou minimisés ;
- ✓ etc.³

De l'autre côté, on souligne les points suivants :

- ✓ le terrorisme est une menace qui ira certainement en s'amplifiant si l'on ne le combat pas, suscitant une angoisse parfois panique dans l'opinion ;
- ✓ outre les victimes (morts et blessés souvent graves), il ne faut pas négliger l'impact socio-économique de ces attentats qui paralysent l'activité d'un pays ou d'une région pendant plusieurs jours⁴ ;
- ✓ l'impact idéologique est particulièrement fort car ces attentats islamistes ont pour effet d'opposer des communautés entières qui se perçoivent comme hostiles : les uns — non musulmans — s'estiment injustement attaqués

5. Dès à présent il faut faire la différence entre terroristes islamistes et musulmans extrémistes ou radicaux comme le sont par exemple les salafistes qui défendent une version rigoureuse et archaïque de l'islam ainsi qu'une interprétation littérale du Coran, rejetant notamment toute innovation qui n'y est pas explicitement autorisée : dans leur majorité cependant, les salafistes sont pacifiques (même s'ils condamnent moralement la société où ils vivent), et seule une minorité (qualifiée de takfirisme) soutient la lutte armée pour l'avènement d'un nouveau califat.

par des individus souvent nés dans le même pays, et les autres — musulmans — se sentent stigmatisés et accusés collectivement ;

- ✓ non seulement les divisions s'accroissent au sein des sociétés victimes du terrorisme, mais ce sont les fractions les plus extrémistes — musulmans extrémistes ou radicaux⁵ d'un côté, islamophobes et racistes de l'autre — qui gagnent en audience et en influence ;
- ✓ le terrorisme islamiste s'apparente à une forme de fascisme qui ne reconnaît aucun principe démocratique et qui doit donc être combattue en tant que telle ;
- ✓ etc.

Il ne s'agit pas ici de prendre position pour l'une ou l'autre de ces opinions, qui dépendent en définitive de la sensibilité individuelle. Cependant, on doit reconnaître que, dans une perspective éducative, le terrorisme islamiste (mais d'autres phénomènes pourraient être évoqués) pose un problème démocratique, d'abord parce qu'il nie les principes même de la démocratie en se référant à une autorité religieuse inconditionnelle (en principe le Coran, mais dans les faits un chef religieux comme Abou Bakr al-Baghdadi qui s'est auto-proclamé calife de l'État Islamique et qui en livre sa propre interprétation excessivement guerrière), ensuite parce qu'il occupe l'espace public, suscitant débats (ce qui est légitime) mais également méfiances, ressentiments réciproques, conflits et querelles plus ou moins vives. L'objectif affirmé des terroristes est bien de susciter une guerre civile générale en Europe et ailleurs, même si l'on doute que cet objectif puisse être réellement atteint.

Bien que cela soit évident, il faut donc rappeler les principes éthiques et politiques fondamentaux qui sont au fondement de l'action éducative en démocratie et notamment de l'argumentation développée dans ce dossier pédagogique :

- on doit reconnaître que des principes supérieurs d'humanité énoncés notamment par des conventions internationales comme la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 s'appliquent en tout lieu et en toutes circonstances ;
- les crimes ou les fautes des uns ne justifient ni n'excusent les crimes ou les fautes des autres ;
- la référence abusive à ces principes pour justifier des actions qui leur sont contraires (notamment lorsqu'il s'agit d'actions d'États) n'invalide pas leur légitimité ;
- les situations de guerre n'échappent pas à ces principes et sont régies par le droit humanitaire international qui interdit par exemple de bombarder des populations civiles ou d'exécuter des militaires prisonniers.

Dans ce cadre, les réflexions proposées ici s'articulent autour de deux questions principales :

- Quelles **explications** peut-on donner au terrorisme islamiste (ou autre) ? Si la majorité de l'opinion publique condamne ces attentats, il y a néanmoins de grandes différences et parfois des conflits sur l'explication possible de ces agissements : les causes généralement désignées sont très larges, dépassant largement le cas de quelques individus, et sont donc loin d'être admises par tous.
- Comment **lutter** contre le terrorisme dans un cadre éducatif (à l'école ou dans des groupes de discussion) ? S'il faut déterminer les causes possibles de ces actions — ce qui donne lieu à interprétations divergentes —, il n'est pas nécessairement possible d'agir directement sur ces causes qui

6. Les deux aspects sont trop souvent confondus comme s'il fallait nécessairement agir sur les causes pour éliminer ou corriger les effets. Pour prendre un exemple simpliste, si je suis grièvement blessé dans un accident de voiture, je demanderai au chirurgien qu'il soigne mes blessures et non pas qu'il améliore la sécurité routière ! De façon moins caricaturale, il y a de multiples causes qui expliquent l'afflux de réfugiés en Europe au début du 21^e siècle, mais le problème n'est pas aujourd'hui d'agir sur ces causes — pauvreté, guerres, recherche d'un avenir meilleur... — qu'on peut difficilement modifier mais d'accueillir des réfugiés et surtout de décider comment les accueillir : se disputer sur les causes évite trop souvent de s'interroger sur notre action effectivement possible ici et maintenant.

7. Notre représentation de la réalité sociale (représentation qui est très largement construite par les médias) ne doit évidemment pas être confondue avec la réalité elle-même : si le terrorisme suscite nombre de débats et de prises de position, on s'interroge beaucoup moins par exemple sur les phénomènes démographiques qui ont pourtant une influence profonde sur l'évolution de nos sociétés.

peuvent être anciennes, inatteignables ou difficilement modifiables (parce qu'elles dépendent par exemple de situations à l'étranger). Il ne faut donc pas confondre la recherche supposée des causes et la volonté de lutter contre un phénomène déterminé⁶.

Les réflexions proposées ici peuvent sembler complexes. Mais la réalité est complexe : c'est précisément ce qu'il faut comprendre si l'on veut échapper aux simplifications d'une pensée radicale et manichéenne. C'est à un tel effort de la pensée que l'on convie les participants. Cela implique notamment un effort de lecture qui ne se limite pas aux titres ni aux slogans.

QUELLES EXPLICATIONS ?

Que l'on se sente concerné ou non par le terrorisme islamiste en Europe, il est intéressant de s'interroger sur les causes possibles de ce phénomène : cela permet en effet de voir le type d'explications qui sont très généralement mobilisées pour expliquer **les différentes réalités sociales** auxquelles nous sommes confrontés et qui nous interpellent à travers les médias notamment⁷. Une réflexion un peu plus approfondie doit permettre d'en mesurer la pertinence mais également les limites.

L'on propose ici de soumettre aux participants une série d'explications qui sont généralement données pour expliquer le phénomène terroriste : pour chacune de ces explications, on rappellera les principaux arguments qui sont avancés en leur faveur, puis l'on indiquera quelles en sont vraisemblablement les limites. Les participants seront invités à juger de la pertinence de ces différents arguments et notamment à souligner ceux qui leur paraissent les plus pertinents.

L'on a essayé de citer différentes sources possibles pour les explications avancées, mais la plupart de ces argumentations se retrouvent sous des formes variées non seulement sous la plume de spécialistes divers mais chez de nombreux essayistes, journalistes, blogueurs ou simples lecteurs. Si certaines de ces explications prennent des tournures savantes, elles sont en effet rapidement reprises par d'autres de façon vulgarisée et simplifiée, sinon caricaturale. Les polémistes en particulier caricaturent très généralement les positions adverses pour les disqualifier plus facilement. Il devient alors plus pertinent de discuter de l'argument simplifié que de la source originale plus complexe et plus nuancée : il s'agira ainsi soit de mesurer la faible pertinence de ces explications de sens commun, soit éventuellement de leur redonner leur complexité originelle.

On terminera cette première partie d'animation par quelques considérations épistémologiques sur l'explication en sciences humaines (sociologie, politique ou psychologie essentiellement).

Ces lectures (que l'on donnera de préférence sous forme de photocopies) demanderont sans doute un peu de temps notamment aux participants les plus jeunes ou les moins formés aux textes de réflexion générale. L'enseignant et l'animateur apportera évidemment un maximum d'éclaircissements sur les réflexions proposées.

Après la lecture, l'on passera à une discussion en grand groupe : l'on évitera cependant qu'elle ne se disperse en demandant de centrer la réflexion sur les différents arguments développés dans les textes proposés.

Le terrorisme islamiste : quelles explications ?

Plusieurs pays européens ont été récemment touchés par des attentats dont les auteurs se réclamaient de groupes ou de mouvements islamistes comme Al-Qaïda ou Daesh. Si ces attentats sont très généralement condamnés, de multiples explications sont données sur les motivations de ces terroristes et sur les causes générales de leurs actions. Voici le résumé de quelques-unes de ces explications, les arguments qui sont généralement avancés en leur faveur mais également leurs limites plus ou moins évidentes. Ces explications ne s'excluent pas nécessairement et peuvent être complémentaires. Pouvez-vous dès lors évaluer la pertinence de ces explications puis souligner éventuellement celle qui vous paraît la plus juste ?

LE FANATISME

ARGUMENTS

Les auteurs de ces attentats sont très généralement qualifiés de jeunes « radicalisés » : ce seraient des personnes fanatisées mais dont l'idéologie religieuse — l'islamisme — serait sommaire et en fait superficielle. Pour le politologue Olivier Roy, « il ne s'agit pas de la radicalisation de l'islam, mais de l'islamisation de la radicalité ». Les actes terroristes dont la France et la Belgique ont été victimes serait moins une question de religion que l'expression « d'une révolte générationnelle ». Dit de façon plus simple, ce seraient des jeunes révoltés qui trouveraient dans l'islamisme, c'est-à-dire une version simpliste et archaïque de la religion musulmane, une réponse à leur sentiment de révolte, partagé notamment par la seconde génération issue de l'immigration (ou d'autres jeunes convertis).

DISCUSSION

L'analyse proposée relève sans doute plus de la *description* que de l'explication : ces jeunes agissent de façon fanatique parce qu'ils sont radicalisés, c'est-à-dire fanatiques... L'évocation du conflit générationnel entre des parents venus travailler en Europe dans l'industrie et des enfants qui se sentent aujourd'hui marginalisés est sans doute plus explicative, mais mérite de plus amples développements : toutes les secondes générations issues de l'immigration — par exemple polonaise, italienne, espagnole ou portugaise — n'ont pas basculé dans la « radicalisation » et encore moins le terrorisme. On remarquera par ailleurs que le fanatisme peut prendre des formes différentes qui ne sont pas nécessairement violentes : on peut vouloir une transformation « radicale » de la société (d'un point de vue social, politique, écologique...) sans verser dans le terrorisme.

Cette explication par le fanatisme vous paraît-elle : très peu pertinente 1 2 3 4 5 très pertinente

PAUVRETÉ, EXCLUSION, DISCRIMINATION

ARGUMENTS

Les terroristes sont généralement issus de banlieues ou de quartiers défavorisés. Ils se sentent exclus, marginalisés et discriminés à cause de leur origine sociale ou de leur religion. Cette explication met l'accent sur les inégalités sociales qui se marquent en particulier dans la géographie urbaine où les populations issues de l'immigration se retrouvent dans des quartiers pauvres et délabrés, plus ou moins laissés à l'abandon par les pouvoirs publics. Ici aussi, on souligne l'écart entre les générations, celle des parents immigrés, soumis à de rudes conditions de travail, et celle des enfants révoltés face à ce qu'ils estiment être un sort injuste. Le manque actuel d'emplois faiblement qualifiés, dû à la désindustrialisation, accentue le sentiment d'absence d'avenir pour cette jeune génération.

DISCUSSION

Cette explication est très générale et pourrait laisser croire que tous les jeunes des « quartiers » — qu'il s'agisse de Molenbeek à Bruxelles, des Izards à Toulouse ou du quartier des Trois-Ponts à Roubaix — sont prêts à basculer dans le terrorisme, ce qui n'est évidemment pas le cas. En outre, il n'est pas du tout évident qu'une révolte de nature *sociale* se transforme en une violence faite au nom de la *religion*. Il est beaucoup plus facile de comprendre

que les discriminations sociales et ethniques dont les populations de ces quartiers sont incontestablement victimes provoquent par exemple des révoltes ou des émeutes urbaines comme ce fut le cas dans plusieurs banlieues françaises en 2005 ou à Anderlecht dans la région bruxelloise en 1997. On remarquera d'ailleurs que d'autres populations, tout aussi discriminées sinon plus à cause de leur origine ethnique comme les Roms, ne pratiquent aucune forme de terrorisme.

Plus problématique encore est la question des cibles du terrorisme islamiste : il n'y a à l'évidence pratiquement aucun rapport entre la situation dans des quartiers défavorisés et par exemple les attentats contre les journalistes de *Charlie Hebdo* à Paris ou le Musée Juif à Bruxelles. La relation supposée entre la cause sociale et la conséquence — le meurtre de journalistes, le meurtre de personnes juives — est tout à fait indirecte, et il faut tenir compte d'un facteur idéologique intermédiaire pour comprendre le choix de telles cibles par les terroristes.

Enfin, si les terroristes qui ont commis de récents attentats en France et Belgique sont effectivement dans leur majorité issus de quartiers défavorisés, d'autres attentats islamistes et d'abord les plus fameux d'entre eux, ceux du 11 septembre 2001 aux États-Unis, ont été le fait de personnes socialement intégrées. Quant au commanditaire de ces attentats, Oussama Ben Laden, on sait qu'il était issu d'une riche famille saoudienne.

Cette explication par la pauvreté ou l'exclusion vous paraît-elle : très peu pertinente 1 2 3 4 5 très pertinente

DES PARCOURS CHAOTIQUES

ARGUMENTS

En étudiant de façon plus précise les parcours personnels des terroristes en France, le sociologue d'origine irakienne Farhad Khosrokhavar souligne une série de points communs entre ces individus radicalisés¹ : ils sont effectivement issus de quartiers défavorisés, enfants nés de l'immigration dans des familles souvent déstructurées, caractérisées par l'absence ou la défaillance de la figure paternelle ; ils ont un parcours de vie chaotique marqué par l'échec scolaire, la violence, la précarité, la petite délinquance et les courts séjours en prison qui s'ensuivent ; ils tirent de leur expérience de vie une très faible estime d'eux-mêmes, un sentiment d'humiliation, d'injustice, d'impossibilité de se réaliser dans la société environnante et enfin de rage et de colère. Peu ou pas du tout religieux au départ, ils découvrent en prison, sur Internet ou via des connaissances personnelles, un Islam radical qui leur permet de *transformer* leur sentiment d'humiliation et leur ressentiment en mépris d'autrui et en sacralisation d'eux-mêmes. L'islam radical leur donne une image nouvelle et *positive* d'eux-mêmes — celle de guerrier —, ce qui équivaut à une renaissance spirituelle. Enfin, la grande majorité d'entre eux sont partis au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord sur des territoires de la « guerre sainte », ce qui entraîne une *rupture* psychologique supplémentaire et sans doute décisive avec leur pays d'origine (perçu comme « étranger » et soumis aux incroyants).

DISCUSSION

Khosrokhavar remarque lui-même qu'une nouvelle « génération » de djihadistes a émergé depuis ses premières études : à partir de 2013, la guerre en Syrie a attiré des jeunes des banlieues mais également des personnes, hommes et femmes, issues des classes moyennes. Autrement dit, les parcours individuels se multiplient et se complexifient. Certains remarquent que, sous l'étiquette de terroristes islamistes, apparaissent d'ailleurs de véritables cas pathologiques qui, en d'autres circonstances, auraient été considérés comme relevant de la psychiatrie (comme cet employé égorgeant son patron à cause d'un conflit personnel) mais qu'on qualifie aujourd'hui de guerriers de Daesch. On peut donc penser que plus les mouvements islamistes gagnent en influence, plus ils recrutent en Europe et ailleurs des individus aux *profils différents* et contrastés.

Cette explication par des parcours individuels vous paraît-elle : très peu pertinente 1 2 3 4 5 très pertinente

1. Le sociologue définit la radicalisation comme « l'articulation entre une idéologie extrémiste et une logique d'action violente ».

DES CONFLITS INTERNATIONAUX

ARGUMENTS

Les pays du Moyen Orient ont été très fortement déstabilisés par les interventions occidentales (européennes puis américaines) depuis la période coloniale (avec notamment les accords Sykes-Picot qui divisent les pays arabes selon des frontières arbitraires¹) jusqu'à aujourd'hui (interventions américaines en Afghanistan en 2001², en Irak en 1990-91 et en 2003³). Le conflit israélo-palestinien qui perdure depuis des décennies et surtout la guerre civile en Syrie qui fait suite aux bouleversements du printemps arabe de 2011 suscitent de fortes émotions chez les jeunes de confession musulmane sensibilisés notamment par la propagande islamiste diffusée par Internet. Les images des frappes contre les populations civiles prises au piège en Syrie, à Alep et ailleurs, ont scandalisé ces jeunes et leur ont donné l'impression d'une situation injuste et insupportable dont les grandes puissances seraient soit les complices soit les témoins passifs.

DISCUSSION

La persistance du conflit israélo-palestinien avec ses flambées de violence (notamment les opérations militaires israéliennes contre la bande de Gaza à l'été 2014, en novembre 2012, en janvier 2009, etc.) est incontestablement une grande source de ressentiment dans l'opinion publique des pays arabes (certains commentateurs estiment néanmoins que ce conflit a souvent été instrumentalisé par les régimes en place pour détourner leur opinion publique de leurs propres manquements). La question se pose néanmoins de la *relation* entre des situations sans doute injustes mais éloignées dans l'espace et le temps (comme les accords Sykes-Picot) et des actions terroristes ici et maintenant dans les pays européens. Il y a bien sûr d'autres situations tout aussi injustes et tout aussi dramatiques dans le monde — par exemple la guerre civile au Congo, la colonisation du Tibet par la Chine... — qui ne suscitent qu'une faible indignation et ne provoquent aucune action terroriste en Europe (même si l'on peut estimer par exemple que des pays européens et maintenant asiatiques ont une part dans la guerre qui ravage le Congo). Le conflit syrien en outre est d'abord et avant tout une guerre civile entre un pouvoir dictatorial en place et des populations en révolte mais divisées en factions rivales, et les pays européens n'y interviennent qu'indirectement (la France soutenant néanmoins la rébellion alors que la Russie apporte une aide de plus en plus importante au régime en place).

Enfin, il y a un fort *contraste* entre la compassion que le martyr des populations civiles est censé provoquer et la propagande essentiellement guerrière de Daesh : pour cette organisation, il ne s'agit pas d'aider ces populations mais seulement de faire la guerre de la façon la plus cruelle qui soit (notamment en égorgant des prisonniers désarmés ou en commettant des attentats suicides contre... d'autres populations civiles).

Cette explication par des conflits internationaux vous paraît-elle : 1 2 3 4 5 très pertinente

1. Au cours de la Première Guerre mondiale, « le Britannique sir Mark Sykes et le Français François Georges-Picot négocient un accord qui prévoit le démantèlement de l'empire ottoman après la guerre et le partage du monde arabe entre les deux Alliés. Les Français se réservent le Liban, la Syrie et la région de Mossoul, au nord de la Mésopotamie; les Britanniques le reste de la Mésopotamie (Irak) et la Transjordanie. La Palestine doit devenir zone internationale et le port d'Alexandrette (Syrie) acquérir le statut de port franc » (herodote.net). Ces différents pays arabes deviendront indépendants au lendemain de la Seconde guerre mondiale. Au même moment (1948) se créera l'État d'Israël dont l'existence est alors fortement contestée par les pays arabes qui y voient une séquelle de la colonisation.
2. Pour rappel, suite aux attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis envahissent l'Afghanistan dirigé par les Talibans et accusé d'abriter Oussama Ben Laden, commanditaire de ces attentats.
3. Suite à l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, une coalition menée par les États-Unis libère le Koweït et envahit le sud de l'Irak, puis se retire en infligeant de lourdes sanctions au régime de Saddam Hussein. En 2003, les États-Unis prenant prétexte des attentats du 11 septembre et de supposées « armes de destruction massive » détenues par l'Irak envahissent à nouveau le pays et renversent Saddam Hussein. Un nouveau régime est mis en place, dominé par la majorité chiite, ce qui entraîne une guerre civile qui perdure jusqu'à aujourd'hui.

LA RÉSURGENCE DE L'ISLAM

ARGUMENTS

On assiste depuis plusieurs décennies à une résurgence de l'islam qui s'expliquerait notamment par l'échec du panarabisme ou du nationalisme arabe (mouvement qui, après la décolonisation, a voulu réunifier les pays arabes notamment dans la lutte contre l'État d'Israël), par la Révolution islamique en Iran en 1979 puis la puissance grandissante de l'Arabie Saoudite (mais aussi d'autres pays comme le Qatar) qui, grâce aux énormes ressources du pétrole, cherche à contrer l'influence iranienne et soutient une large propagation de la doctrine salafiste, une version rigoriste et archaïque de l'islam. La guerre en Afghanistan contre l'occupation soviétique entre 1979 et 1989 a également eu un impact considérable sur les partisans du djihad en montrant qu'il était possible pour des combattants résolus de vaincre une puissance « occidentale » (dans ce cas l'ex-Union Soviétique). Pour certains, comme le politologue Samuel Huntington, l'on assisterait à un « choc des civilisations » qui succéderait au conflit idéologique entre les pays du bloc communiste et les pays capitalistes (ou démocratiques), et qui mettrait notamment face-à-face « l'islam, civilisation différente dont les représentants sont convaincus de la supériorité de leur culture et obsédés par l'infériorité de leur puissance » et « l'Occident, civilisation différente dont les représentants sont convaincus de l'universalité de leur culture et croient que leur puissance, bien que déclinante, leur confère le devoir d'étendre cette culture à travers le monde ». Et il ajoute : « dans les conflits civilisationnels, on prend parti pour ses frères ». Beaucoup d'autres commentateurs parlent de l'islam comme d'une religion conquérante ou guerrière depuis les origines.

DISCUSSION

Huntington décrivait en 1996 la politique étrangère entre pays de différentes civilisations pour expliquer les conflits et les alliances entre eux, mais il n'envisageait pas le terrorisme comme conséquence du « choc des civilisations ». Cette thèse, qui semblait pourtant prédire les attentats du 11 septembre, a été fortement critiquée notamment parce qu'elle considère l'islam mais aussi l'Occident comme des *blocs* homogènes et conflictuels. Or le terrorisme islamiste et de manière générale les mouvements islamiques de nature guerrière se sont d'abord et massivement manifestés dans des pays musulmans qu'ils ont plongés (ou contribué à plonger) dans des guerres civiles, longues et violentes : ce fut le cas en Algérie où, de 1992 à 2002, le gouvernement fut confronté à différents groupes islamistes dans un conflit qui fit des dizaines de milliers de victimes, en Afghanistan où les Talibans se sont brutalement imposés à d'autres factions en 1996 avant d'être chassés du pouvoir par l'intervention américaine de 2001, au Pakistan frappé depuis 2004 par des dizaines d'attentats-suicides qui ont fait des milliers de morts, en Irak où, depuis l'invasion américaine et malgré le retrait progressif des troupes américaines à partir de 2008, une guerre civile violente oppose populations sunnites et chiites (avec notamment de nombreux attentats suicides contre des populations civiles et des mosquées)... Pour justifier ces meurtres de civils, les terroristes islamistes qualifient bien sûr tous ceux qui ne partagent pas leurs opinions et qui condamnent leurs actions, de mécréants ou de mauvais musulmans. Mais aujourd'hui les conflits *entre musulmans* sont sans doute plus graves et plus importants qu'entre l'islam et les différents pays occidentaux.

Par ailleurs, cette vision de l'islam comme une civilisation monolithique a pour effet de considérer que tous les musulmans ici et ailleurs sont plus ou moins complices actifs ou passifs, conscients ou inconscients, des islamistes de Daesh. Toute manifestation de la foi musulmane devient ainsi suspecte, et certains en viennent à vouloir interdire tout signe religieux comme s'il s'agissait de lutter contre le terrorisme...

Cette explication par la résurgence de l'islam vous paraît-elle : 1 2 3 4 5 très pertinente

L'ENDOCTRINEMENT SECTAIRE

ARGUMENTS

Certains observateurs considèrent que l'islamisme (d'Al-Qaïda ou de Daesh notamment) est une forme de sectarisme, et cela pour deux raisons essentielles.

La première est que les islamistes ont une connaissance superficielle de l'Islam : ainsi, les jeunes radicalisés en Europe sont facilement endoctrinés par des « savants » (rencontrés en prison ou sur Internet) qui sont en fait de faux savants, qui ne retiennent du Coran que les versets qui prônent la violence, négligeant aussi bien le contexte où ils sont énoncés que d'autres versets qui interdisent par exemple de recourir à la contrainte en matière de foi.

Par ailleurs, les mouvements islamistes se caractérisent comme d'autres sectes religieuses par la soumission des individus à l'autorité d'un chef spirituel autoproclamé (un « gourou »), par l'obligation faite aux individus de rompre bientôt avec leur entourage et leur communauté d'origine, et par un processus d'endoctrinement qui consiste en particulier à ne lire, à ne voir et à n'entendre que les paroles, les vidéos et les écrits de la secte. L'individu est ainsi coupé progressivement de toute autre opinion ou de tout autre point de vue : les sectes produisent en effet énormément de publications, de prêches, de discours, de vidéos qui affirment toujours les mêmes choses sous des formes différentes mais sans confrontation à d'autres réalités ou à d'autres interprétations. Elles créent ainsi un univers spirituel complètement fermé sur lui-même dans lequel s'immerge progressivement l'individu qui devient imperméable à tout autre point de vue.

DISCUSSION

Il est difficile de donner une définition *précise* des sectes, et n'importe quel groupement — par exemple les amateurs de certains jeux vidéos particulièrement prenants, les adeptes du naturisme, ou les acheteurs d'œuvres d'un art contemporain ésotérique — peut être facilement qualifié de cette manière. Mêmes certains domaines du savoir — psychanalyse, philosophie, économie... — donnent souvent l'impression d'un fonctionnement « sectaire ».

Par ailleurs, si l'emprise sectaire semble évidente dans certains cas (on peut penser à un groupuscule comme Sharia4Belgium dont les membres ont recruté en Belgique à partir de 2011 des volontaires pour combattre en Syrie), la manipulation mentale (très difficile à définir) semble moins évidente pour d'autres terroristes qui se sont radicalisés au cours de leur parcours personnel avec de multiples contacts, et qui surtout décident *seuls* de passer à l'action violente, même s'ils se réfèrent à des organisations comme Al-Qaïda ou Daesh. Ce fut le cas par exemple de Mohamed Merah qui abat froidement des militaires non armés en mars 2012 puis assassine un adulte et trois enfants d'une école juive dans la région de Toulouse.

Cette explication par l'endoctrinement sectaire vous paraît-elle : très peu pertinente ¹ ² ³ ⁴ ⁵ très pertinente

LES MODÈLES IMAGINAIRES

ARGUMENTS

Les jeunes (et moins jeunes) cherchent des modèles à imiter, des modèles de comportement qui leur permettent de s'affirmer, et ils les trouvent notamment dans le cinéma américain, ses super-héros mais aussi ses héros malfaisants (comme le *Scarface* de Brian DePalma) ou dans les jeux vidéos violents (en particulier ceux de « tirs en vue subjective », *first-person shooter* ou FPS). La culture populaire (cinéma, bandes dessinées, jeux vidéos...) valorise par ailleurs fortement certaines figures ambiguës comme celle du justicier solitaire comme Batman ou V for Vendetta qui prétendent agir « contre les méchants » en étant au-dessus des lois. Enfin, l'on remarque que les vidéos de propagande islamiste utilisent plusieurs techniques du cinéma spectaculaire hollywoodien comme un rythme très rapide et syncopé, des images brèves et violentes, des effets visuels impressionnants (gros plans, contre-plongées, ralentis, accélérés, répétitions...), des vues subjectives, le recours à des chants enveloppants et lancinants, etc. qui expliquent la fascination que ces vidéos peuvent exercer sur les esprits.

Par ailleurs, les sociétés modernes et occidentales sont très individualistes, les médias en particulier mettant constamment l'accent sur la réussite individuelle (stars, sportifs, *people*, chanteurs, célébrités diverses...). Loin d'exprimer un engagement religieux, le terrorisme apparaît ainsi comme une forme paradoxale et perversie de cet individualisme en quête de *gloire* éphémère : « il y a un élément qui est largement sous-estimé, c'est l'effet du traitement de l'actualité sur des jeunes mal dans leur peau. Ces anonymes qui pourraient basculer dans la violence voient d'autres anonymes devenir des stars planétaires : ceux qui commettent ces attentats font la une des médias internationaux, on leur consacre des heures d'émissions, leur nom est connu de tous. Et ils sont présentés en héros par ceux qui revendiquent ces actes. Cette surexposition est un puissant catalyseur de pulsions macabres auprès de certaines personnes désespérées, très largement sous-estimé » (Nader Rekik). Dans cette perspective, le terrorisme islamiste en Europe devrait être compris moins comme un phénomène religieux que comme une pathologie sociale proche des tueries de masse, fréquentes aux États-Unis.

DISCUSSION

Cette imagerie spectaculaire joue peut-être un rôle, mais on trouve des exemples historiques de terrorisme dans des sociétés où ces médias étaient inconnus (par exemples les anarchistes à la fin du 19^e siècle, adeptes de la « propagande par le fait », c'est-à-dire des actions violentes et des attentats). Et bien entendu, la majorité des amateurs de jeux vidéos et de cinéma spectaculaire américain ne deviennent pas des terroristes.

Cette explication par l'influence des médias vous paraît-elle : 1 2 3 4 5 très pertinente

LE CHOC DE LA MODERNITÉ

ARGUMENTS

Les sociétés européennes et américaines se caractérisent depuis les années 1960 ou depuis plus longtemps encore par ce qu'on appelle sommairement la libération des mœurs. La famille traditionnelle fondée sur un mariage supposé indissoluble a été concurrencée par d'autres formes familiales, nées notamment de l'augmentation des divorces. Les moyens de contraception ont permis de dissocier la sexualité de la reproduction, et un accent nouveau a été mis sur le plaisir érotique et corporel en général (à travers les danses modernes notamment). Conjointement, l'égalité entre les hommes et les femmes est une exigence fortement réaffirmée, ce qui se traduit entre autres par le droit à l'avortement, la condamnation des violences faites aux femmes, la féminisation de nombreux métiers, la mixité croissante de l'espace public. Les minorités sexuelles, en particulier les homosexuels et les lesbiennes, ont mené une longue lutte pour que leur soient reconnus les mêmes droits qu'aux autres individus. Enfin, le combat contre la censure a permis une représentation et une exhibition inédite des corps et de la sexualité, que ce soit sous la forme extrême de la pornographie (diffusée massivement par Internet) ou sous des formes vestimentaires plus ou moins provocantes (mini-jupes, seins nus sur les plages européennes, etc.).

Beaucoup d'observateurs sont dès lors frappés par la haine que traduit la propagande djihadiste à l'égard de cette libération des mœurs, qu'il s'agisse du mariage homosexuel, de l'impudeur des femmes, de la recherche des plaisirs sensuels, autant de traits révélateurs de la supposée « perversité » occidentale. L'engagement islamiste serait ainsi une réaction aberrante d'individus confrontés à une évolution des mœurs qu'ils considèrent comme un péché. Ce serait même pour certains d'entre eux une forme de « renaissance spirituelle » après des années de « dépravation » (consommation de drogues, d'alcool, sexualité « débridée »).

DISCUSSION

Cette interprétation repose sur une image volontiers « archaïque » des immigrés et de leurs enfants, qui seraient plus ou moins « traumatisés » par cette évolution rapide des mœurs. Même si c'est peut-être vrai pour certains, beaucoup d'autres ne semblent pas manifester une telle réaction de rejet. En outre, cela n'explique pas le caractère extrêmement violent — le terrorisme — de la réaction en cause.

Cette explication par le choc de la modernité vous paraît-elle : 1 2 3 4 5 très pertinente

Quelques réflexions sur la causalité en sciences humaines

DES CAUSES MULTIPLES ?

Lorsqu'on nous interroge sur un de nos comportements, nous répondons spontanément en évoquant une seule et simple raison : « Pourquoi vas-tu acheter du pain ? — Parce que j'ai faim ! »

Mais l'explication de ce comportement doit prendre en considération bien d'autres facteurs. Ainsi, le pain est une nourriture commune en Europe (et dans d'autres régions du monde), mais si j'étais né et si je vivais en Asie, je choisirais plus certainement de consommer du riz, la céréale la plus consommée dans ce continent. Mon comportement obéit de façon inconsciente à des **habitudes** que j'ai acquises par mon éducation et toute mon expérience **passée**.

Quand je pénètre dans une boulangerie, j'ai encore le choix d'acheter du pain ou bien de la tarte, des gâteaux ou encore des croissants ! Différentes considérations vont influencer mon choix : les gâteaux, bien que délicieux, sont plus chers que le pain, et je n'ai pas les ressources financières pour en manger tous les jours. Ma situation **présente**, mon contexte de vie actuel, constitue donc un facteur important dans ma décision.

Enfin, des considérations diététiques me feront certainement préférer du pain gris à des gâteaux trop gras et trop sucrés (malgré leur caractère appétissant !). En choisissant du pain gris, je poursuis donc un objectif **futur**, celui de rester mince (ou au moins de ne pas grossir...) et en bonne santé.

Ainsi, chacun de nos comportements peut s'expliquer par différents facteurs qui relèvent soit du **passé** (sous la forme d'habitudes intériorisées), soit du **présent** (comme éléments de la situation actuelle), soit du **futur** (comme objectifs poursuivis). Pour chacune de ces dimensions, on peut en outre trouver plusieurs facteurs agissants : outre les considérations présentes sur la différence de prix entre le pain et les gâteaux, je prendrai par exemple en considération la proximité de la boulangerie pour faire mon choix.

LE POIDS DES DIFFÉRENTS FACTEURS

Est-il alors possible de mesurer le poids des différents facteurs susceptibles d'expliquer des comportements ? On comprend facilement que c'est pratiquement impossible si l'on ne prend en considération qu'un comportement isolé. En revanche, il est possible de mesurer l'importance d'un facteur si l'on modifie la situation et que l'on observe le comportement de nombreuses personnes : si le prix des gâteaux diminue subitement, la consommation va-t-elle augmenter ? Bien entendu, tout le monde ne va pas se mettre à manger des gâteaux à tous les repas mais il sera possible de mesurer l'influence du prix sur le comportement des consommateurs. Les analyses statistiques permettent donc de mesurer l'effet de certains facteurs (appelés variables indépendantes) sur nos comportements (variables dépendantes), même si les relations entre les différentes variables sont complexes et souvent difficiles à établir : ainsi, on pourrait penser que l'augmentation du prix des cigarettes entraînera une diminution régulière de la consommation, mais, dans les faits, on constate qu'une telle diminution n'intervient que si l'augmentation du prix est importante et exceptionnelle. Il y a un effet de seuil plus ou moins marqué en dessous duquel il n'y a pas de changement, et, par ailleurs, malgré une forte augmentation, un certain nombre de personnes (parfois même une majorité de fumeurs) continueront à fumer parce qu'elles sont fortement dépendantes du tabac. Autrement dit, si l'analyse statistique montre que le prix des biens a une influence réelle sur la consommation, cela ne signifie pas que ce soit le seul facteur déterminant. Au contraire, il est vraisemblable que la dépendance déjà installée par la consommation antérieure a un poids considérable dans la poursuite de la consommation tabagique (cela se montrera par exemple en considérant le nombre d'années de consommation : plus cette durée est longue, plus le sevrage du tabac est rare et difficile).

Les analyses statistiques, qui sont complexes à maîtriser, peuvent mettre en évidence la relation simple entre une variable indépendante et une variante dépendante, mais les plus élaborées d'entre elles visent à mesurer les effets de différents facteurs (comme le sexe, l'âge, l'origine sociale, le niveau d'études, la composition familiale, etc.) qui interagissent de façon complexe. De manière générale, ces analyses isolent certains facteurs détermi-

nants — c'est-à-dire qu'ils ont une influence mesurable sur les phénomènes observés — mais ne prétendent pas expliquer les comportements par une cause unique.

RELATION STATISTIQUE ET CAUSALITÉ

On observe de nombreuses relations statistiques entre différents phénomènes sociaux, mais une erreur commune consiste à interpréter une telle corrélation¹ comme une relation **de cause à effet**, ce qui est parfois le cas mais pas nécessairement. Ainsi, on constatera que le risque de mourir dans un hôpital est beaucoup plus grand que dans n'importe quel autre lieu public ou privé : bien entendu, l'hôpital n'est pas la cause de ce nombre important de décès qui s'explique par un facteur « caché », à savoir que les personnes qui se rendent dans un hôpital sont plus ou moins gravement malades ou blessées, ce qui est la véritable cause de leur décès éventuel. Jamais on ne conseillera bien sûr à une personne accidentée ou gravement souffrante de ne pas se rendre à l'hôpital sous prétexte que le risque d'y mourir est plus grand qu'ailleurs !

Cette confusion cependant est très fréquente dans les médias et dans l'opinion publique. Ainsi, si l'on constate que les Afro-Américains sont surreprésentés dans la population carcérale aux États-Unis, ce n'est pas à cause de la couleur de leur peau ni de certaines particularités (mœurs, croyances, modes d'éducation, structures familiales...) qui seraient propres à cette population : cela peut s'expliquer par le fait que la proportion des Noirs vivant dans des situations socio-économiques difficiles est plus grande que chez les Blancs (dans ce cas, la pauvreté serait la cause de la délinquance) ou bien parce que le système policier et judiciaire est plus sévère à cause de préjugés racistes à l'égard des Afro-Américains. Mais il n'y a pas de plus grande « prédisposition » à la délinquance chez les Noirs américains que chez les Blancs, ni à cause de leur race, ni de la culture hip-hop ni de la musique rap !

DES CROYANCES QUI NOUS ARRANGENT...

Expliquer de façon scientifique, on le voit, n'est pas facile, mais les « explications » plus ou moins simplistes ne manquent pas dans les journaux et les médias ! Face à des événements marquants, il suffit d'évoquer un facteur visible qu'on transforme alors en cause plus ou moins certaine. Mais l'absence de relation *démontrée* n'empêche pas la plupart d'entre nous de croire de préférence à l'une ou l'autre de ces « explications » pourtant hypothétiques. Qu'est-ce qui fonde alors notre croyance ?

Là aussi, les sciences humaines mettent en lumière un phénomène important qu'on nomme de façon savante la réduction de la dissonance cognitive : dit de façon simple, cela signifie que, face à deux explications (ou arguments, croyances, affirmations...), nous préférons adhérer à celle qui correspond à nos certitudes et à nos valeurs générales déjà installées. Spontanément nous cherchons à réduire une « dissonance cognitive » perçue comme déplaisante. Autrement dit encore, nous voulons bien croire ce qui nous arrange, et nous avons tendance à rejeter les arguments qui contredisent notre vision du monde et notamment notre conception du bien et du mal.

On constate ainsi facilement que, face à des réalités négatives comme le terrorisme, une personne ayant des opinions politiques de gauche croira plus facilement à une explication mettant en cause les inégalités sociales (qu'il juge négativement) tandis qu'un partisan de la droite politique préférera mettre en cause l'endoctrinement idéologique ou religieux des auteurs de ces crimes (ce qui lui permet de ne pas mettre en question les discriminations dont sont victimes certains groupes sociaux dans la société actuelle).

1. Par corrélation, on entend généralement corrélation linéaire : si la variable indépendante augmente, la variable dépendante augmente également (ou diminue dans le cas d'une corrélation négative). Mais il existe des corrélations qui ne sont pas linéaires. C'est le cas par exemple des médicaments : l'augmentation de faibles doses augmente les chances de guérison mais ensuite l'efficacité n'augmente plus, puis le médicament à fortes doses peut devenir carrément nocif.

DES COMPORTEMENTS EXCEPTIONNELS, DES CAUSES GÉNÉRALES ?

Dans le cas du terrorisme qui frappe les pays européens, les explications avancées mettent souvent en évidence des « causes » générales pour expliquer des comportements exceptionnels. En effet, seule une très petite minorité d'individus commet (en Europe) des attentats qui, à première vue, semblent incompréhensibles à la plupart d'entre nous. Dès lors, le recours à des éléments d'explication plus généraux permet de donner un sens à ces comportements exceptionnels. L'argumentation repose cependant sur un *raisonnement implicite* qu'on pourrait qualifier de « passage à la limite » et qui est à peu près le suivant : le facteur envisagé — discrimination, endoctrinement, échec social, conflit culturel, influence des médias... — agit de façon plus ou moins marquée sur un large groupe d'individus et en fait basculer quelques-uns dans des comportements exceptionnels. Métaphoriquement, on aurait l'image d'une « pression » sociale de plus en plus forte qui à l'extrême limite provoque « l'éclatement » individuel. Autrement dit, en diminuant la « pression », le risque de comportements extrêmes diminuerait. De façon corollaire, on suppose souvent qu'une « sensibilité » particulière — par exemple à l'injustice ou à la discrimination — expliquerait que le même facteur produise des effets différents selon les individus et, dans certains cas, des comportements exceptionnels.

Ce raisonnement n'est pas nécessairement faux mais l'explication reste évidemment très vague. Dès lors, rien ne prouve qu'en agissant sur les causes générales supposées, on obtienne le résultat escompté (la diminution des actes terroristes). Comme on ne possède que peu de statistiques sur ces terroristes qui sont en très petit nombre¹, il est en effet difficile de mesurer véritablement le poids des différents facteurs envisagés. Pour expliquer des comportements exceptionnels et en particulier le basculement dans la violence — être pauvre, être discriminé, être fanatique, être révolté, aimer les jeux vidéos guerriers... n'implique pas le passage à l'acte violent —, il semble donc nécessaire de prendre en considération une multiplicité de facteurs pour comprendre de tels parcours individuels.

À votre avis ?

- Les réflexions précédentes vous paraissent-elles éclairantes ?

très peu éclairantes 1 2 3 4 5 très éclairantes

- Des essayistes et des hommes politiques ont récemment prétendu que les sciences humaines (et la sociologie en particulier) voulaient « excuser » les délinquants, les criminels et même les terroristes sous prétexte d'expliquer les choses. Partagez-vous cette idée ?

non, pas du tout 1 2 3 4 5 oui, tout à fait

- D'autres explications du terrorisme islamiste en Europe vous paraissent-elles possibles ou nécessaires ?

1. Le nombre de personnes parties combattre en Syrie est plus important et les analyses statistiques sont dès lors plus pertinentes, mais il n'est évidemment pas du tout certain que toutes ces personnes — aussi condamnable soit leur comportement — soient susceptibles de commettre des attentats terroristes sur le territoire européen. Par ailleurs, si certains attentats ont manifestement été commis de leur propre initiative par des individus relativement isolés se réclamant seulement de façon indirecte de l'une ou l'autre organisation terroriste, d'autres comme ceux de novembre 2015 à Paris ou de mars 2016 à Bruxelles ont peut-être été commandités par l'une de ces organisations étrangères : seule une enquête approfondie pourra le déterminer. Si c'était le cas, le facteur déterminant se situerait alors non pas en Europe mais à l'extérieur, et les causes indigènes (propres à chaque pays européen) seraient de peu de poids comme semble l'indiquer le fait que certains des terroristes à Paris étaient de nationalité étrangère.

COMMENT AGIR ?

On a déjà remarqué qu'expliquer un comportement ne permet pas nécessairement de lutter contre ce comportement (si l'on estime bien sûr qu'il est néfaste). Comment dès lors lutter contre le terrorisme ? Le rôle d'un éducateur — enseignant, animateur... —, auquel on s'adresse ici, n'est évidemment pas celui d'un policier ou d'un juge : il s'agira ici de lutter essentiellement au niveau des *idées* en démontant les fausses argumentations, en défendant des valeurs qui nous paraissent supérieures (celles de la démocratie), en plaidant pour le « vivre ensemble » et contre une radicalisation idéologique qui risque de conduire à l'affrontement entre des groupes de plus en plus hostiles (même si l'on a déjà souligné que le radicalisme des idées n'est pas nécessairement synonyme de terrorisme).

L'argumentation à mettre en place, avec de multiples aléas, dépendra évidemment des réactions des personnes auxquelles on s'adresse : les débats que devrait susciter la réflexion sur les causes possibles du terrorisme (ci-dessus) permettra sans doute à l'enseignant ou l'animateur de prendre la mesure des opinions des uns et des autres. Les réactions au film *Le Ciel attendra* devraient également servir de révélateurs de différences d'attitudes⁸ plus ou moins importantes. Bien entendu, l'argumentation que l'on essaiera de développer ici portera sur des opinions dont on peut estimer qu'elles menacent les valeurs démocratiques et le vivre-ensemble, qu'il s'agisse de partis pris islamistes ou au contraire islamophobes.

On distinguera dans un premier temps trois axes principaux sur lesquels il est possible de travailler dans le cadre d'une telle discussion.

1. L'argumentation rationnelle

Lors des discussions de groupe, chacun cherche en général à l'emporter symboliquement sur les autres en multipliant, parfois de manière incohérente, les arguments en faveur de ses positions personnelles. Les discussions ressemblent alors assez souvent à l'histoire drôle citée par Freud sur le prêt d'un chaudron entre voisins : « A a emprunté à B un chaudron de cuivre ; lorsqu'il le rend, B se plaint de ce que le chaudron a un grand trou qui le met hors d'usage. Voici la défense de A : “Primo, je n'ai jamais emprunté de chaudron à B. Secundo, le chaudron avait un trou lorsque je l'ai emprunté à B. Tertio, j'ai rendu le chaudron intact.” Chacune de ces objections en soi est valable, mais rassemblées en faisceau, elles s'excluent l'une l'autre. »

Une manière d'éviter une confrontation d'opinions sommaires dans la discussion consiste à inscrire de manière **synthétique** les arguments au tableau au fur et à mesure qu'ils sont énoncés : on essaiera en particulier de les regrouper et d'en souligner les **articulations** essentielles, éventuellement sous la forme d'un schéma avec des flèches ou des signes de contradiction. On évitera ainsi notamment la répétition d'arguments déjà avancés.

Cette manière de faire mettra également en évidence les **prémisses** du raisonnement. Dans le cas d'une argumentation impliquant des évaluations éthiques, certaines prémisses reposeront en effet nécessairement sur des jugements de valeur élémentaires : la dimension subjective de l'affirmation de ces valeurs — par exemple, « on devrait rétablir la peine de mort pour les terroristes » — apparaîtra alors clairement dans le fait qu'elles ne peuvent évidemment pas

8. En sciences humaines, on distingue classiquement les opinions et les attitudes. Les opinions désignent toutes les pensées qui comportent une dimension évaluative, ainsi que leur expression éventuelle : « ce tableau est hideux » est une simple opinion que d'autres personnes peuvent ne pas partager puisqu'il s'agit d'un jugement de valeur qui a une composante essentiellement subjective. Certaines opinions sont superficielles — je peux changer d'avis — mais d'autres sont révélatrices d'une attitude ancrée plus profondément. Une attitude désigne alors un état mental, constitué par l'expérience passée, qui prédispose l'individu à réagir d'une manière déterminée dans un certain nombre de situations plus ou moins similaires. Une opinion n'est donc pas toujours révélatrice d'une attitude immédiatement interprétable : un élève peut au cours d'un débat émettre une opinion radicale ou extrémiste non pas parce qu'il serait radical ou extrémiste mais par provocation vis-à-vis de l'enseignant ou du reste de la classe.

9. Nombre de pays démocratiques ont par exemple pratiqué en différentes circonstances la torture, évidemment contraire aux Droits humains fondamentaux. Mais la condamnation de cette hypocrisie ne doit pas conduire au déni de l'universalisme des Droits humains : c'est seulement au nom de ces principes universels que l'on peut condamner l'usage de la torture. Si l'on rejette l'universalité des Droits humains, le recours à la torture devient légitime au nom des circonstances ou du simple « droit » du plus fort ou d'un vague principe d'auto-défense. Il faut donc bien distinguer entre, d'une part, la Démocratie comme idéal politique ou système de principes et, d'autre part, les démocraties réelles, souvent imparfaites sinon parfaitement hypocrites. Ceux qui dénoncent par exemple aujourd'hui la politique actuelle des pays européens à l'égard des réfugiés le font au nom des principes mêmes de la démocratie que ces pays ne respectent pas ou respectent mal.

10. Philosophiquement, c'est chez Kant bien sûr que s'exprime la première fois cette exigence morale universelle sous la forme d'un impératif catégorique : « Agis de telle sorte que la maxime de ta volonté puisse toujours valoir en même temps comme principe d'une législation universelle ». Cette universalité démocratique est cependant mise en cause au moins sous deux aspects : certains droits comme le droit de vote peuvent être limités aux personnes disposant de suffisamment de discernement, excluant notamment les enfants et adolescents ; on touche là à une limite au principe d'égalité entre êtres humains. Par ailleurs, d'aucuns souhaitent que l'universalisme des droits dépasse l'espèce humaine et s'applique aux animaux. Ce n'est évidemment pas le lieu de discuter de cet antispécisme (forgé sur le mot antiracisme) qui fait actuellement l'objet de nombreuses controverses.

11. La place manque ici pour aborder les « théories du complot » qui se veulent extrêmement critiques et qui témoignent en même temps d'une extraordinaire crédulité à l'égard des interprétations ou des prétendus témoignages qui « confirment » leurs soupçons.

s'imposer à tous et à toutes. Autrement dit, ces affirmations qui se veulent générales sont en fait des opinions qui ne sont pas universelles.

Par ailleurs, la démocratie — comme système idéal de valeurs politiques, nécessairement différent des pays qui s'en réclament⁹ — obéit à des principes qui s'organisent de façon **rationnelle** même si les valeurs qui la fondent (comme l'égalité de tous les citoyens) échappent à la discussion : cette organisation repose sur des **principes fondamentaux** énoncés sous forme de Déclaration universelle des droits de l'homme et de Constitution fondatrice des principaux pays démocratiques, principes supérieurs auxquels toutes les autres lois et règles ne peuvent déroger. Les juristes parlent ainsi de **hiérarchie des normes**, toute norme inférieure (loi, règlement...) n'étant validée que par sa conformité à une norme supérieure. Cela implique d'ailleurs que les normes supérieures — droits universels, principes constitutionnels... — soient en nombre plus restreint que les normes inférieures qui en découlent.

Cette dimension rationnelle est absente des textes sacrés des grandes religions où tous les énoncés ont en principe la même valeur. Il est dès lors impossible de résoudre par l'argumentation les contradictions qui s'y manifestent — par exemple entre des appels au meurtre des infidèles (qu'on retrouve aussi bien dans la Bible que dans le Coran) et des leçons de tolérance et d'humanité — : dans les faits, ce sont des autorités religieuses ou les croyants eux-mêmes qui décident comment interpréter ces textes dans un sens ou dans un autre.

Enfin, les principes démocratiques se veulent **universels**, applicables à tous les êtres humains indépendamment de leur sexe, âge, ethnie, culture ou origine¹⁰. Cet universalisme est une condition essentielle d'un dialogue raisonnable entre des individus qui par ailleurs ne partagent pas nécessairement les mêmes croyances ni les mêmes valeurs : c'est à la condition de considérer les autres comme mes égaux que je peux dialoguer avec eux, et faire appel à des arguments d'**autorité** (religieuse, sociale, politique...) ou de **supériorité** (ethnique, raciale ou autre) équivaut à exclure certaines personnes de tout dialogue.

2. Établir la vérité des faits

On sait depuis longtemps que les passions déforment les faits, souvent par exagération, simplification et présentation unilatérale. Le réseau Internet très facile d'accès donne ainsi une large audience à des rumeurs qui ne sont pas vérifiées mais qui **confortent** les lecteurs dans leurs convictions profondes. La barbarie de l'adversaire sera par exemple facilement confirmée par des faits parfois véridiques mais souvent amplifiés par la propagande. Face à l'émotion que suscitent de tels événements, il est donc indispensable de prendre le temps de l'analyse, même s'il est sans doute difficile pour l'enseignant ou l'animateur de trouver des informations objectives sur tous les événements que peuvent évoquer les différents participants.

Même si toutes les informations qui nous parviennent sont difficilement vérifiables, la multiplication des sources permet d'établir **la véracité de nombreux faits**, qu'il faut par ailleurs toujours distinguer des **interprétations** qu'on peut en donner. Il est clair cependant que certaines sources — par exemple les grands médias d'information — sont plus fiables que d'autres même si elles ne sont pas exemptes de certains biais et de certains partis pris¹¹. Les **travaux historiques** permettent également de manière générale d'éclairer les événements et d'en comprendre le déroulement.

On donnera ici deux exemples de faits qui méritent d'être établis (ou rétablis) avec précision.

Un génocide en Palestine ?

Le conflit israélo-palestinien, persistant depuis des décennies (depuis 1948), suscite des réactions passionnées notamment en Europe. C'est ainsi qu'on peut lire sur de nombreux sites Internet qu'il y aurait un « génocide du peuple palestinien » commis par l'État israélien. Des images d'enfants ou de femmes victimes de bombardements sont censées attester de cette réalité.

Deux grandes considérations doivent être faites à ce propos.

Un génocide est un crime contre l'humanité qui vise à détruire un peuple c'est-à-dire un groupe national, ethnique ou religieux, que ce soit en tout ou en partie. Le génocide des Juifs par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale ou celui de la minorité tutsie au Rwanda en 1994 en sont des exemples clairs. Or, si l'on peut estimer que la politique israélienne à l'égard des Palestiniens est condamnable à plus d'un titre, elle ne s'apparente en rien à un génocide qui viserait à l'extermination même partielle du peuple palestinien.

Par ailleurs, les interventions militaires et policières israéliennes en Palestine sont bien documentées par des ONG palestiniennes mais également israéliennes de défense des droits de l'homme. La dernière intervention militaire israélienne dans la bande de Gaza par exemple a certainement causé la mort de 1 500 civils. Amnesty International a en outre accusé l'armée israélienne d'avoir visé délibérément des habitations civiles, ce qui est un crime de guerre. De manière générale, Israël mène une politique répressive à l'égard des Palestiniens en imposant notamment un blocus sévère à la bande de Gaza, en occupant militairement une grande portion de la Cisjordanie, en réprimant brutalement toute manifestation palestinienne, même pacifique, en exerçant un contrôle policier sévère sur le territoire de Cisjordanie, en favorisant l'implantation de colonies israéliennes sur ce même territoire, etc. Tous ces faits sont condamnables, et un grand nombre d'observateurs estiment que la situation des Palestiniens est foncièrement injuste à cause de la domination sans partage de l'État israélien depuis sa création en 1948 et l'expulsion d'environ 750 000 Palestiniens de ce qui deviendra le futur État israélien. Mais ces faits, aussi graves soient-ils, ne sont pas constitutifs d'un génocide. ■

George Bush et « la guerre au terrorisme » ?

Après les attentats du 11 septembre 2001 à New York, le gouvernement américain de George Bush intervient militairement en Afghanistan (où il soutient des mouvements opposés aux Talibans alors au pouvoir) puis en Irak. Dans ce pays, il accuse le gouvernement de Saddam Hussein de soutenir le terrorisme et Al-Qaïda en particulier et de poursuivre un programme de développement d'armes de destruction massive (missiles, armes de nature nucléaire, bactériologique ou chimique). Un grand nombre d'observateurs en Europe doutent alors de ces affirmations, et seule la Grande-Bretagne participe à l'invasion de l'Irak aux côtés des forces américaines au printemps 2003.

À l'issue de cette guerre, le pays a subi des destructions massives à cause notamment des bombardements et se retrouve extrêmement divisé entre différentes communautés (Arabes chiites majoritaires, Arabes sunnites minoritaires et Kurdes au nord) qui s'affrontent souvent violemment. Aucune arme de destruction massive n'a été trouvée, et aucun lien n'a pu être prouvé entre le régime de Saddam Hussein et le mouvement Al-Qaïda. Un peu paradoxalement, c'est l'invasion américaine qui va d'ailleurs provoquer l'apparition en Irak de groupes se réclamant d'Al-Qaïda (puis de Daesh) et qui mènent depuis lors une guerre de guérilla.

Pour beaucoup d'analystes, les attentats du 11 septembre ont donc été utilisés comme un prétexte par le gouvernement de George Bush pour mener une intervention en Irak, envisagée depuis plus longtemps pour installer dans la région et en particulier en Irak des régimes favorables aux États-Unis. Cela ne signifie évidemment pas que ce gouvernement ait une quelconque responsabilité dans ces attentats (comme certains le sous-entendent sans en apporter la moindre preuve), mais il y a suffisamment de faits qui montrent l'utilisation politique de ces événements pour des objectifs géostratégiques (renverser le régime de Saddam Hussein) sans rapport avec eux (ce qui a encore été confirmé en 2015 par l'ancien premier ministre britannique Tony Blair exprimant ses regrets par rapport à cette intervention militaire décidée sur base d'informations « erronées »). ■

12. Il n'y a aucune « théorie du complot » dans cette affirmation, mais il faut souligner que la réalité sociale (ou humaine en général) est difficilement accessible et que nous n'en percevons qu'une toute petite part. Il faut donc un véritable **travail de connaissance** pour répondre à des questions aussi simples que :

- La pauvreté augmente-t-elle dans mon pays ?
- Quelle est l'importance des inégalités sociales (ce qui n'est pas la même chose que la pauvreté) dans ma région ?
- Quelles sont les différentes instances de pouvoir dans ma ville, dans ma région, dans mon pays, en Europe, dans le monde ? Qui décide de quoi ? Quelles sont les limites de ces différentes instances de pouvoir ?

Il faut donc être bien conscient que la société, loin d'être directement visible ou accessible à la conscience de chacun, est très largement « opaque » et donc mal connue, sans que cela ne soit le résultat de « volontés mauvaises » ni d'un quelconque « complot » occulte.

13. Le cas de l'Allemagne nazie, toujours très présente dans la mémoire des Européens, favorise souvent une vision manichéenne des choses au détriment d'une analyse plus complexe. Même si l'on peut estimer qu'un dictateur comme Saddam Hussein, responsable d'une longue guerre avec l'Iran, coupable de nombreux massacres de populations civiles, était hautement condamnable, il ne peut être comparé ni surtout assimilé à Hitler. Une telle comparaison suffirait en effet à légitimer l'intervention américaine en Irak en 2003.

3. Démonter les visions manichéennes

Face à une actualité dramatique, face notamment à des images choquantes, nous sommes spontanément portés à porter des jugements sommaires, des accusations rapides à l'égard de ceux que nous estimons responsables de ces faits. Comprendre la réalité dans sa complexité, dans sa diversité, dans ses différents aspects (dont beaucoup ne sont pas directement accessibles¹²), exige un travail d'information que nous ne fournissons que rarement, et nous préférons généralement des réponses **simples** qui nous évitent un véritable questionnement sur les événements en cause. Ainsi, il suffit d'analyser une phrase comme « les États-Unis sont responsables de la guerre en Irak en 2003 », qui est globalement vraie, pour en percevoir le caractère approximatif : désigne-t-on le pays et son système politique (qui existe depuis 1776), l'ensemble du pouvoir politique incluant le Congrès (où seule une minorité s'est opposée à cette guerre), le gouvernement des États-Unis ou seulement le cabinet restreint qui a décidé des opérations, les électeurs qui ont élu le président ou bien ce président seul George W. Bush, autorité suprême du pays à ce moment ? Et si l'on estime que cette guerre était illégitime, qui doit-on précisément accuser ?

Dans les débats, la tentation du manichéisme est constante et doit être toujours questionnée. Deux caractéristiques essentielles caractérisent une vision manichéenne du monde :

- ✓ elle oppose deux camps (et seulement deux) définis de manière **générale et englobante** (par exemple « l'Occident », les « musulmans », le « capitalisme », « l'impérialisme », le « monde libre », « l'axe du mal », le « progrès », les « bons musulmans » et les autres...);
- ✓ l'un de ces camps est perçu comme fondamentalement **bon, innocent** et très souvent **victime** de l'autre camp défini comme **mauvais, méchant, et agressif**.

Lutter contre le manichéisme ne signifie évidemment pas qu'il n'y a pas d'actions condamnables, ni de personnes malfaisantes, ni même de pays menant des politiques (intérieures ou extérieures) détestables. Des exemples trop évidents¹³ ne doivent cependant pas mener à des interprétations simplistes opposant deux « camps » identifiés au bien et au mal. On donnera ici trois exemples de « visions du monde » que l'on peut qualifier de manichéennes.



Le Ciel attendra, un film de Marie-Castille Mention-Schaar (2016) abordant la question du radicalisme : on a choisi d'illustrer cette étude avec des images de quelques films pouvant être utilisés dans le cadre de la lutte contre la radicalisation.

Une guerre contre les musulmans ?

Les sites islamistes défendent l'idée que l'Occident chrétien (dont les pays sont souvent qualifiés de croisés) mènerait une guerre de religion contre l'ensemble des pays musulmans. Cette affirmation repose sur une série de conflits impliquant effectivement des pays musulmans (ou des populations musulmanes) en conflit avec des adversaires « chrétiens » comme ce fut le cas en Bosnie entre 1992 et 95, en Tchétchénie où une rébellion indépendantiste fut brutalement réprimée par la Russie en 1994-95 puis en 1999-2000, en Afghanistan et en Irak envahi par les États-Unis à la suite des attentats du 11 novembre 2001...

Mais une analyse historique de ces conflits révèle que leurs causes ne sont pas d'abord de nature religieuse mais de différentes natures, politique, stratégique, indépendantiste, nationaliste, ethnique... La guerre en Bosnie par exemple est née de la volonté des différentes républiques de la Yougoslavie (Croatie, Bosnie, Serbie) de reprendre leur indépendance, ce qui a provoqué une guerre civile due notamment au fait que ces républiques comprenaient des minorités ethniques craignant le nouveau pouvoir majoritaire dans chacune des républiques. La guerre civile qui en a suivi a été très brutale et a mené notamment à un « nettoyage ethnique » en Bosnie divisée depuis lors en trois entités, mais cette guerre a opposé trois communautés que l'on désigne comme catholique (en Croatie), musulmane (en Bosnie essentiellement) et orthodoxe (en Serbie principalement), mais ce sont les leaders nationalistes souvent extrémistes qui ont aiguisé les divisions entre ces communautés très mélangées avant de les plonger dans la guerre. Les pays européens ont voulu favoriser les négociations en envoyant notamment des Casques bleus (destinés à maintenir la paix) mais ils n'ont rien pu faire contre ces leaders extrémistes. C'est finalement l'Otan, sous la direction des États-Unis, qui mènera des bombardements contre les milices serbes en Bosnie, venant ainsi en aide au leader des Musulmans de Bosnie, Alija Izetbegović. Plusieurs pays européens dont la France ont au cours de ce conflit manifesté leur soutien au pouvoir bosniaque confronté aux forces serbes.

Par ailleurs, on constate aussi que de nombreux conflits opposent des États ou des pouvoirs musulmans entre eux. Actuellement, le Moyen-Orient est divisé entre deux grandes puissances régionales, l'Arabie Saoudite (sunnite) et l'Iran (chiite) qui soutiennent différents partis ou différents mouvements dans les pays environnants. L'Arabie bombarde ainsi des mouvements de rébellion chiite au Yémen, son voisin du sud, alors que l'Iran envoie des milices en Irak pour soutenir le pouvoir en place confronté depuis 2006 à une rébellion dans les régions sunnites passées en 2014 sous le contrôle de Daesh. On pourrait croire qu'il s'agit d'une guerre de religion opposant chiites et sunnites, mais les Kurdes d'Irak qui sont majoritairement sunnites combattent également Daesh.

D'autres conflits sanglants ont opposé des gouvernements à des mouvements d'opposition ou à des rébellions de même confession : ce fut le cas en Algérie où le pouvoir a été confronté de 1991 à 2002 à des groupes islamistes dans une guerre civile qui fera des dizaines de milliers (sinon plus d'une centaine de milliers) de victimes, ou au Soudan où le pouvoir central de Khartoum réprimera brutalement au Darfour de 2003 à 2007 (et au-delà) des mouvements indépendantistes, causant la mort de 300 000 personnes (estimation haute) et le déplacement de millions de réfugiés.

Seules des interprétations aussi sommaires que manichéennes peuvent interpréter tous ces conflits comme des guerres de religion menées par les « croisés » contre les musulmans. ■

Les Chevaux de Dieu
un film de Nabil Ayouch
Maroc/France/Belgique, 2012, 1 h 55



Un grand remplacement ?

Des « théoriciens » d'extrême-droite prophétisent en France et ailleurs en Europe le « grand remplacement » des populations autochtones, supposées blanches et chrétiennes, par des immigrés venus essentiellement des pays musulmans et d'Afrique noire, ce qui provoquerait à terme le déclin et la disparition de la « civilisation » et des « valeurs » occidentales.

Ces prétendus théoriciens manipulent évidemment les chiffres qu'ils gonflent de manière systématique. D'après les chiffres de l'Insee¹, la France compte 5,3 millions de personnes « nées étrangères dans un pays étranger », soit 8 % de la population. Parmi ces immigrés, 1,8 million viennent de l'Union européenne. Restent donc 3,5 millions de personnes, dont 3,3 millions sont originaires des pays arabes, d'Afrique subsaharienne et d'Asie. Ces immigrés venus du Sud qui entraîneraient le « grand remplacement » représentent donc 5 % de la population française.

Mais les chiffres, qui donnent lieu à des discussions sans fin, importent moins que la vision du monde simpliste qu'implique cette prétendue théorie. En effet, tous les immigrés — qu'ils soient Arabes, Asiatiques ou Africains — sont perçus comme hostiles et néfastes, totalement « étrangers » aux sociétés dont ils seraient les « envahisseurs ». Ils seraient en particulier incapables de partager la culture, la civilisation, les valeurs européennes. Bien entendu, dans cette vision simpliste, les musulmans en particulier sont vus comme une communauté homogène, soumise à l'influence du salafisme et prête à basculer dans le terrorisme ou la guerre civile.

De l'autre côté, les Européens par leurs supposées origines communes seraient naturellement les porteurs et les défenseurs de cette civilisation occidentale, perçue comme unique, homogène et clairement identifiable. Faut-il rappeler à ce propos que le nationalisme des grandes nations européennes a conduit à des conflits particulièrement sanglants au 19^e et au 20^e siècle ? Faut-il souligner que ces mêmes conflits se sont manifestés à l'intérieur même des différents pays européens débouchant sur des affrontements violents et même des guerres civiles comme en Espagne de 1936 à 1939 ? La « civilisation » européenne est loin d'être homogène et ce n'est que très progressivement qu'elle s'est ralliée par exemple aux valeurs de la démocratie, de la tolérance et des droits de l'homme.

Et si l'on considère plus précisément la culture européenne — par exemple, les arts, la littérature, la philosophie, la musique, le cinéma, les sciences pures et les sciences humaines... —, croit-on que c'est l'origine ethnique des citoyens européens qui explique leur succès dans l'espace européen (et ailleurs) ? Leurs qualités propres ne sont-elles pas les meilleures raisons d'aimer ces réalisations culturelles ? Et une origine ethnique différente rend-elle incapable d'apprécier ces œuvres et ces productions ? Si c'était le cas, on devrait s'étonner de voir autant de touristes étrangers fréquenter les musées européens...

Il ne s'agit pas de nier qu'il existe des problèmes sociaux en Europe, mais ceux-ci ne se résument certainement pas à l'intégration des personnes immigrées, et ces dernières ne sont évidemment pas responsables de tous ces problèmes ni surtout des plus importants d'entre eux (comme les inégalités croissantes ou un chômage persistant à des niveaux élevés). Cette pseudo-théorie du « grand remplacement » est non seulement manichéenne — opposant les Européens aux « étrangers » non-européens — mais surtout elle crée et nourrit une angoisse — celle de notre propre « disparition » — qui pourrait se transformer à terme en intolérance et en violence. ■

1. http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/01/23/le-grand-boniment_4353499_823448.html

La guerre en Syrie et le djihad...

Les images sanglantes de la guerre en Syrie ont, semble-t-il, convaincu de nombreux jeunes qu'il fallait partir combattre un régime tyrannique au nom du djihad et de la défense de la communauté musulmane (*oumma*). Mais seule une vision simpliste de ce conflit a pu leur laisser croire qu'ils allaient combattre au nom de Dieu contre un régime impie. L'histoire de la région ainsi que les enjeux politiques des différentes factions en présence leur ont été complètement masqués par la propagande djihadiste.

Il est incontestable que le régime syrien de Bachar el-Assad (qui a succédé en 2000 à son père Hafez el-Assad) est une dictature avec un parti unique, restreignant gravement les libertés publiques. Dès que la révolte a éclaté dans le pays dans la foulée du printemps arabe en 2010, le pouvoir a réagi violemment, emprisonnant et torturant de façon sauvage les opposants politiques.

Historiquement cependant, le régime syrien fut un leader du nationalisme arabe et un opposant déterminé de l'État israélien, au cours de la guerre des Six Jours en 1967 puis de la guerre du Kippour en 1973. Hafez el-Assad refusa tout traité de paix avec Israël malgré l'occupation par ce dernier du plateau du Golan, un territoire syrien. Il a également soutenu plusieurs mouvements d'opposition armée à Israël, en particulier le Hezbollah au Liban qui a mené une guérilla contre l'armée israélienne, ce qui contraindra l'État hébreu à se retirer de ce pays en mai 2000. Cette attitude intransigeante explique que le régime syrien de Hafez el-Assad puis de Bachar el-Assad soit jugé « hostile » par la majorité des pays occidentaux et particulièrement par les États-Unis à qui il n'a jamais fait de concession. La Syrie a également longtemps soutenu des mouvements de résistance palestinienne.

En politique intérieure, le régime de Hafez el-Assad exerce par ailleurs une répression brutale et sanglante notamment contre les Frères musulmans à Hama en 1982, ce qui suscite peu de réactions dans les autres pays arabes soumis pour la plupart au même type de régime militaire et plus ou moins autoritaire (Irak, Égypte, Libye, Algérie...). Le printemps arabe va alors bousculer au début 2011 ces différents régimes en Tunisie, en Libye, en Égypte, au Yémen et enfin en Syrie.

La contestation commence d'abord de façon pacifique par des manifestations dans plusieurs villes du pays, à Damas la capitale, mais aussi à Alep, à Homs, à Deraa... Les manifestants qui réclament plus de libertés, de démocratie et moins de corruption sont brutalement réprimés, et l'on compte à la fin de l'année 5 000 morts et un nombre beaucoup plus considérable de blessés. Les arrestations suivies de tortures sont également très nombreuses. Rapidement cependant, la contestation prend à certains endroits et à certains moments une tournure violente. En août 2011 apparaît une Armée Syrienne Libre dotée d'armes légères, à laquelle le régime syrien répond par des armes lourdes (artillerie et aviation). La révolution pacifique se transforme alors en guerre civile.

À ce moment (de 2011 à 2015), les pays occidentaux et en particulier la France exigent le départ de Bachar el-Assad comme seule issue au conflit syrien. Le gouvernement français apporte explicitement son soutien à l'ASL. Les États-Unis, dont le président Obama ne veut sans doute pas répéter les erreurs de son prédécesseur en Irak, et la Grande-Bretagne hésitent en revanche à s'engager clairement dans le conflit malgré leur hostilité au régime en place.

Entre-temps apparaissent des mouvements islamistes radicaux qui se réclament d'Al-Qaïda puis de Daesh en 2013 dont la majorité des combattants ne sont pas syriens mais sont des extrémistes venus du monde entier. Cette intervention va donner une dimension religieuse au conflit puisque Daesh se réclame du Califat sunnite en guerre notamment contre le pouvoir du clan chiite de Bachar el-Assad (qui est plus précisément alaouite, une dissidence du chiisme). Quatre grandes forces se retrouvent alors en conflit en Syrie :

- les forces militaires du gouvernement de Bachar el-Assad, soutenu notamment par l'Irak et le Hezbollah libanais ;
- l'Armée Syrienne Libre qui rassemble des forces disparates dont la majorité est de confession sunnite mais qui est faiblement soutenue de l'extérieur et qui perd du terrain ;
- Daesh qui a proclamé le Califat sur les territoires qu'il contrôle en Syrie mais aussi en Irak et qui est frappé depuis septembre 2014 par les raids aériens d'une coalition internationale menée par les États-Unis et d'autres pays européens ; Daesh est également en guerre contre le pouvoir irakien à majorité chiite ;
- les Kurdes de Syrie (majoritairement sunnites mais d'abord unis par la langue et la culture) qui essaient de prendre le contrôle d'un territoire autonome dans le nord du pays (en liaison avec le Kurdistan irakien).

Dès son apparition, Daesh se signale par des actes barbares, notamment l'exécution des otages étrangers dont l'égorgement est filmé et diffusé via Internet. Des soldats prisonniers sont exécutés de la même manière en violation des lois de la guerre. Des minorités religieuses comme les Yazédis sont victimes de multiples exactions (meurtres, viols, brutalités...). Lors des combats avec d'autres factions comme à Kobané en juin 2015, les partisans de Daesh n'hésitent pas à prendre des civils en otage et à les massacrer en masse. Sur les territoires conquis, Daesh fait appliquer une version particulièrement sévère de la loi islamique avec notamment des exécutions publiques de personnes accusées de crimes supposés ou d'être simplement liées au régime en place. Tout cela explique que rapidement les autres factions de la rébellion syrienne aient rompu avec cette organisation surtout lorsqu'elle a prétendu en 2014 instaurer le califat sur les territoires qu'elle contrôle.

Il est difficile d'avoir des informations objectives sur ce qui se passe dans ces territoires dont l'accès est complètement fermé aux observateurs étrangers, mais on a suffisamment de témoignages pour en avoir une idée générale. Si Daesh a pu d'abord être bien accueilli dans certaines régions sunnites à cause de la brutalité extrême du régime de Bachar el-Assad, mais aussi grâce à des distributions de stocks de nourriture, l'organisation a soumis ces populations à un régime extrêmement sévère, visant à terroriser tous les opposants potentiels en procédant notamment à des exécutions sommaires. En outre, elle a rapidement obligé les populations à contribuer financièrement par des impôts proches de l'extorsion à son fonctionnement (tout en bénéficiant certainement d'aides de l'étranger). Les combattants de Daesh, qui, dans leur majorité, ne sont pas syriens, bénéficient évidemment de ces rentrées financières ou en nature et se conduisent comme une force d'occupation policière et militaire.

Le caractère dictatorial et sanguinaire de Daesh ne doit pas masquer la violence extrême du régime syrien en place. Même si les chiffres sont très difficiles à établir, on estime que, dans ce conflit qui a fait sans doute 300 000 morts (ainsi que des millions de déplacés et de réfugiés), ce sont les forces gouvernementales qui ont causé le plus grand nombre de victimes et de destructions à cause de la suprématie de leur armement lourd et de leur aviation.

On voit ainsi combien la propagande de Daesh est mensongère et manichéenne : si les crimes du régime syrien sont incontestables, les combattants de l'organisation, loin d'agir pour la paix et la liberté, sont au service d'une dictature brutale, capable de commettre les mêmes atrocités que son adversaire. Loin de contribuer à une issue négociée à ce conflit, ils contribuent à plonger le pays dans une guerre civile sans fin. Les images de victimes civiles innocentes ne servent donc pas le moindre but humanitaire mais au contraire à fournir à l'organisation des combattants fanatisés à l'extrême. Ceux-ci ignorent les buts politiques de Daesh (qui est de prendre le pouvoir sur un territoire aussi vaste que possible) et, loin de combattre pour l'Islam, ils combattent ou persécutent d'autres musulmans. Seule une propagande simpliste leur permet de croire qu'ils servent le djihad et qu'ils luttent contre des « mécréants ». Enfin, de façon encore plus évidente, les attentats terroristes en Europe commis au nom de Daesh n'aident en rien la population syrienne, en particulier les civils pris dans une guerre qui les dépasse. ■

On trouvera si nécessaire des informations complémentaires sur le conflit syrien notamment sur <http://www.leconflitsyrienpourlesnuls.org/>



14. Les attentats dans des pays en guerre ou en proie à des troubles comme l'Irak où des mosquées chiïtes ont par exemple été frappées à plusieurs reprises par des terroristes suscitent malheureusement moins d'indignation. Mais la guerre ne permet pas de tout justifier ni même de tout expliquer, et de tels attentats doivent évidemment être considérés comme des crimes de guerre sinon contre l'humanité.

15. Lorsque certains demandent après des attentats à la « communauté musulmane » de condamner les auteurs de ces crimes, ils portent implicitement un soupçon général sur tous les musulmans. Anton Breivik, auteur en 2011 d'attentats en Norvège qui ont coûté la vie à 77 personnes, a agi au nom de la défense de l'Occident et de la civilisation européenne, mais bien sûr aucun Européen ni aucun « Occidental » n'a jugé nécessaire de se désolidariser publiquement de ce criminel...

LUTTER CONTRE LE RADICALISME ?

La plus grande part de l'opinion publique condamne les attentats terroristes commis en Europe et ailleurs¹⁴ au nom d'organisations islamistes comme Daesh ou Al-Qaïda, et la lutte pacifique (si l'on ne se situe pas dans un cadre policier ou militaire) contre ceux qui de près ou de loin soutiennent de telles actions, entend dès lors s'attaquer à une supposée « radicalisation » des esprits, censée s'exercer sur des personnes influençables, désinformées, manipulables ou fanatisées. Mais le terme même de radicalisation est vague et peut recouvrir des attitudes, des croyances et des comportements très divers. Pour certains, porter le voile islamique est déjà un signe d'« islamisme » : un tel soupçon conduit cependant à accuser rapidement toute personne portant le voile de collusion sinon de complicité avec le terrorisme¹⁵.

Si l'on veut éviter une crispation puis une division entre des « communautés » opposées artificiellement, il faut dès lors entamer un dialogue entre les uns et les autres sur les limites de l'acceptable et de l'inacceptable dans notre société, en faisant prendre conscience des sensibilités différentes, des susceptibilités et même des intolérances respectives : de la même manière que, pour certains, le niqab (qui couvre entièrement le visage) ou la burqa (qui recouvre tout le corps) sont insupportables, pour d'autres, toute caricature du prophète est sacrilège et blasphématoire. Seul un tel dialogue permettra de prendre conscience des différences de points de vue et de définir les limites de l'acceptable pour que la vie commune entre les uns et les autres reste possible.

On propose donc de soumettre aux participants deux questionnaires successifs, l'un sur l'islamisme radical, l'autre sur l'islamophobie.



Islamiste ou non ?		
<p>Les attentats commis en novembre 2015 à Paris puis à Bruxelles en mars 2016 ont été commis par des personnes que l'on qualifie d'islamistes. Mais qu'entend-on par là ? À partir de quand un comportement peut-il être qualifié d'islamiste et devient-il selon vous inacceptable dans notre société ? Pouvez-vous préciser si les comportements suivants vous paraissent acceptables ou inacceptables, et pourquoi ?</p>		
Par exemple	acceptable ?	Pourquoi ?
Pour une femme, mettre un voile (<i>hidjab</i>) pour couvrir ses cheveux	oui/non	
Pour une femme, mettre un voile intégral couvrant son visage (<i>niqab</i>) ou un vêtement couvrant tout son corps (<i>burqa</i>)	oui/non	
Exiger des repas <i>halal</i> à l'école	oui/non	
Vouloir appliquer la charia en Belgique ou en France	oui/non	
Traiter d'autres personnes de <i>kouf-far</i> (mécréants)	oui/non	
Refuser de serrer la main d'une personne de l'autre sexe pour des raisons religieuses	oui/non	
Manifester en paroles un soutien aux terroristes	oui/non	
Se réjouir de l'attentat contre <i>Charlie Hebdo</i>	oui/non	
Commettre des attentats suicides en Syrie ou en Irak au nom de Daesh	oui/non	

Islamophobe ou non ?		
<p>Depuis de nombreuses années, beaucoup de musulmans mais également de démocrates se plaignent de la montée de l'islamophobie. Mais qu'entend-on par là ? À partir de quand un comportement peut-il être qualifié d'islamophobe et devient-il selon vous inacceptable dans notre société ? Pouvez-vous préciser si les comportements suivants vous paraissent acceptables ou inacceptables, et pourquoi ?</p>		
Par exemple	acceptable ?	Pourquoi ?
Interdire tout signe religieux à l'école parce que les élèves sont mineurs	oui/non	
Être opposé à tout signe religieux pour les fonctionnaires publics	oui/non	
Être opposé à tout signe religieux dans les lieux publics	oui/non	
Faire une caricature du prophète	oui/non	
Refuser toute immigration en provenance des pays musulmans	oui/non	
Soutenir en paroles les mouvements qui luttent contre Daesh	oui/non	
Exiger que l'on renvoie tous les délinquants musulmans dans leur supposé pays d'origine (même s'ils ont la nationalité européenne)	oui/non	
Refuser dans un magasin de servir une femme parce qu'elle est voilée	oui/non	
Affirmer que l'Islam est un danger pour la civilisation européenne	oui/non	

**CENTRE CULTUREL LES GRIGNOUX
(ÉCRAN LARGE SUR TABLEAU NOIR)**

9 rue Sœurs de Hasque B 4000
Liège (Belgique) 32 (0)4 222 27 78
contact@grignoux.be
<http://www.grignoux.be>

Un ouvrage publié avec le soutien
d'Europa Cinemas, une initiative du
programme Media des Communautés
Européennes,
de la Ville de Liège,
de la Région Wallonne,
de la Fédération Wallonie-Bruxelles
et de l'Administration Générale
de la Recherche scientifique,
Service général du pilotage du système
éducatif

ÉCRAN LARGE SUR TABLEAU NOIR
est une opération des Grignoux
accompagnée par le CSEM (Conseil
Supérieur de l'Éducation aux Médias)



Wallonie

Table des matières

La lutte contre la radicalisation ?.....	1
Quelles explications ?.....	3
Comment agir ?	13
Lutter contre le radicalisme ?	21
Commentaires.....	24
Pour ne pas conclure.....	24

16. Bien entendu, des opinions racistes ou négationnistes ne sont pas acceptables. Mais précisément, ce n'est pas en son nom propre que l'enseignant les condamnera mais parce qu'elles contreviennent à la loi, une loi instituée par le parlement. Il pourra évidemment rappeler les raisons qui fondent ces lois, raisons qui ne sont pas personnelles mais qui sont partagées par un grand nombre de personnes (et même une majorité).

COMMENTAIRES

Les questionnaires des pages précédentes seront dans un premier temps remplis individuellement, chacun essayant d'argumenter ses réponses. Mais il est essentiel que, dans un deuxième moment, il y ait un dialogue entre les participants pour qu'ils prennent conscience de la diversité des opinions sur ces différentes questions. Il ne s'agira pas d'établir ici l'opinion supposée juste ou légitime mais au moins de faire entendre les différences de points de vue qui ne peuvent pas être dévalués a priori.

Si les groupes sont trop homogènes, ce sera à l'enseignant ou l'animateur de faire entendre des points de vue opposés ou contrastés. Il ne s'agira pas pour lui de défendre ces opinions en son nom propre (surtout s'il ne les partage pas !) mais de rendre compte des arguments que certains peuvent avancer pour défendre ces opinions. L'objectif sera de souligner que toute opinion différente de la nôtre n'est pas nécessairement illégitime et qu'il y a certainement des nuances ou des degrés entre des opinions acceptables et d'autres effectivement inacceptables parce qu'elles rendent impossible toute perspective de vivre ensemble.

POUR NE PAS CONCLURE...

Un dialogue doit être construit pour être... constructif, c'est-à-dire pour que chacun écoute les arguments d'autrui et fasse éventuellement évoluer son point de vue. Mais tout dialogue comporte — et c'est heureux — une part d'imprévisible.

Quelques conseils sont sans doute encore nécessaires pour gérer cette part d'imprévisible.

- ✓ Il faut laisser à chacun le temps de s'exprimer mais il faut également prendre, si c'est nécessaire, le temps de la réflexion : l'heure de cours ne clôt pas obligatoirement le débat. Il faut parfois revenir sur des questions qui ont été mal résolues ou auxquelles on n'a pas pu répondre par exemple par manque d'information.
- ✓ L'enseignant ou l'animateur ne doit pas chercher à avoir raison à tout prix ! Il ne convaincra pas tout le monde du bien-fondé de son point de vue. Son objectif doit être d'ouvrir le dialogue, de faire prendre conscience de la diversité des avis, de permettre à chacun de s'exprimer tout en favorisant une écoute réciproque. Il est normal dans une situation de débat que certaines personnes maintiennent leur position de départ : l'enseignant ou l'animateur ne doit pas ressentir de frustration s'il a l'impression que les esprits n'ont pas évolué. Un changement de mentalité (opinions, valeurs, attitudes...) ne s'opère que lentement et souvent de façon invisible.
- ✓ L'enseignant ou l'animateur ne doit pas être un donneur de leçon ni en matière de morale ni de politique. Comme détenteur d'une autorité symbolique, il est même tenu à un certain devoir de réserve ou de neutralité¹⁶. Mais son rôle est effectivement de faire entendre des points de vue qui ne sont pas nécessairement ceux du groupe auquel il s'adresse. Dans ce cas, il ne doit pas se présenter comme le défenseur de ces opinions mais comme le simple transmetteur d'un point de vue défendu généralement par d'autres personnes. L'objectif de la discussion est d'ouvrir le dialogue et de faire entendre différents points de vue et les arguments qui les soutiennent.